

proaches 50 per cent for the poorest countries. In any case the risks and sacrifices associated with these investments are obviously far greater for poor than for rich countries. We argue as well that by helping developing countries strengthen their economies, Canada is enhancing its own long-term economic interests. This "mutual interest" argument is one which intrigues and persuades Canadians. The world is changing; new trading partners and power structures are emerging in the Third World; change will occur whether we like it or not and therefore it is in Canada's long-term interest to be a real partner in change. If we swim against this tide we may be drowned by it.

Canadians have much to learn about the changes which have already occurred in the South. We still perceive developing countries as uniformly weak and powerless, unaware of the economic muscle which some of them now possess. We overlook the potential of the rest. Singapore, a country which some Members of the Task Force recently visited, is a perfect example. Its per capita income is still only half that of Canada but its economic progress over the past two decades has been phenomenal. The country had an average annual growth rate of 7.4 per cent during the period. It is the Singapores of the world who are our new competitors and Canadians have a valuable lesson to learn from them, namely that we must build on our strengths and compete. We must draw on our access to technology to create highly competitive industries which will make our economy stronger in the long term. Canadians must resist the temptation to resort to easy, protectionist solutions which are expensive and can result in an actual decline in their standard of living.

While countries like Singapore require us to adjust economically, many other countries and peoples in the South confront Canadians with the obligation to help in overcoming problems of mass poverty. These conditions are dangerous and destructive; they imperil the long range interests of all of us in a stable and decent world. Members have explained to Canadians that a primary objective of the North-South dialogue is to ensure that everyone in the world has the minimum requirements for a humane existence: food, clothing, housing and medical care. It is our moral responsibility to seek to ensure that all the world's inhabitants have these needs satisfied. Our world is a small place and we are responsible for the quality of life which exists here.

People in the North, who are rich in comparison to their neighbours in the South, very quickly forget this responsibility. Other events closer to home occupy our attention. This makes it easy for Canadians to turn away from the reality of world poverty, in spite of our good intentions. Nevertheless, we should face this reality and work to overcome it. Our primary reason for giving assistance to those less advantaged than ourselves should not be because we feel we can profit from it, but because we have a moral imperative to help our neighbours. From this obligation, we cannot escape. Shortly before

développement, même si la proportion se rapproche de 50% dans le cas des pays les plus démunis. De toute façon, les risques et sacrifices que comportent ces investissements sont de toute évidence beaucoup plus grands pour les pays démunis que pour les pays nantis. Nous soutenons également qu'en aidant des pays en développement à raffermir leur économie, le Canada sert du même coup ses propres intérêts économiques à long terme. Cet argument des «intérêts mutuels» étonne et séduit à la fois les Canadiens. Le monde change, de nouveaux partenaires commerciaux et de nouvelles structures de puissance s'imposent dans le Tiers monde. L'évolution se fera, que nous le voulions ou non, et à long terme, le Canada a tout intérêt à devenir un véritable associé. Si nous naviguons à contre-courant, nous risquons de nous faire submerger.

Les Canadiens ont beaucoup à apprendre des changements qui se sont déjà produits dans l'hémisphère sud. Nous voyons toujours les pays en développement comme uniformément faibles et impuissants, inconscients du pouvoir économique dont certains d'entre eux disposent. Nous négligeons le potentiel des autres. Singapour, que certains membres du Groupe de travail ont récemment visité, en est un parfait exemple. Son revenu par habitant n'atteint toujours que la moitié de celui du Canada, mais il a connu au cours des deux dernières décennies un essor économique phénoménal. Le pays a enregistré au cours de cette période un taux de croissance annuelle moyen de 7.4%. Ce sont des pays comme Singapour qui sont nos nouveaux concurrents et le Canada a d'importantes leçons à tirer de ces pays: il nous faut exploiter nos points forts pour livrer concurrence. Nous devons nous servir de notre technologie pour créer des industries extrêmement concurrentielles qui renforcent notre économie à long terme. Les Canadiens doivent résister à la tentation de recourir à des solutions de protectionnisme faciles mais coûteuses, et qui peuvent entraîner une diminution réelle de leur niveau de vie.

Alors que des pays comme Singapour ont besoin de nous pour effectuer leur rajustement économique, bien d'autres nations et beaucoup d'autres peuples du Sud attendent des Canadiens de l'aide pour surmonter des problèmes de pauvreté massive. Cette situation est dangereuse et destructrice, car à long terme, elle menace l'intérêt que nous avons tous à ce que notre monde soit stable et que chacun puisse y vivre dans la dignité. Les membres ont expliqué aux Canadiens que le dialogue Nord-Sud a pour objectif premier de faire en sorte que tous les habitants de la planète aient le minimum vital: aliments, vêtements, logements et soins médicaux. Nous sommes moralement tenus de chercher à nous assurer que ces besoins soient satisfaits pour tous les habitants du globe. Notre monde n'est pas très grand, et nous sommes responsables de la qualité de la vie de tous.

Les habitants du Nord, riches par rapport à leurs voisins du Sud, oublient très vite cette responsabilité. D'autres problèmes, plus proches d'eux, les accaparent, de sorte que malgré leurs bonnes intentions, les Canadiens se détournent aisément de la réalité de la pauvreté mondiale. Néanmoins, nous devrions l'affronter et essayer de résoudre ces problèmes. S'il nous faut aider ceux qui sont moins fortunés que nous c'est essentiellement parce qu'il s'agit d'une obligation morale, non parce que nous estimons pouvoir en profiter nous-mêmes. C'est une obligation à laquelle nous ne pouvons nous soustraire. Quelque